

Edition 2022

Bilan Départemental 2021 des Entreprises

Paris (75)



Editorial

Bilan Départemental 2021 des Entreprises

Contrôlées et certifiées au quotidien par les greffiers des tribunaux de commerce, les données ici collectées permettent de dresser un panorama complet de la situation économique des entreprises. En métropole comme en Outre-mer, le constat se confirme : le monde entrepreneurial se relance, soutenu par des dispositifs d'aide de grande ampleur.

Si en France, les tendances observées en 2020 se confirment, ce bilan permet d'en saisir plus précisément les enjeux. L'accélération de la création d'entreprises, le gel des défaillances et l'envolée des radiations nécessitent une analyse plus fine. Tous les départements ne vivent pas les mêmes réalités ; le nombre record d'immatriculations (au Registre du commerce et des sociétés) revêt des formes diverses et multiples.

Ainsi, la lecture du bilan national 2021 permet d'être optimiste, mais qu'en est-il à l'échelle locale ? Si les risques que la crise sanitaire pouvait faire peser sur les entreprises ont été évalués dès le départ, les moyens de soutien déployés et les dispositifs de prévention des difficultés ont-ils permis de contenir la vague de défaillances partout en France ? Dans quelle mesure le plan d'action sur l'accompagnement des entreprises en sortie de crise, auquel les greffiers des tribunaux de commerce ont pris part, a-t-il permis de stimuler la relance économique des territoires ?

Ce bilan départemental apporte des éléments de réponse concrets et chiffrés à cette liste non exhaustive d'interrogations. Par une interprétation département par département, il permet de dresser des comparaisons et d'établir des constats, prérequis à une action ciblée et efficace.

La crise n'est pas terminée et il faut, dans cette conjoncture si particulière, donner aux acteurs économiques et décideurs politiques des clés de compréhension et d'analyse fiables, constituées au plus près de la vie de nos entreprises. Les secteurs les plus en difficulté doivent être identifiés et les bons leviers activés. Nous y sommes confrontés chaque jour et nous nous en faisons ici l'écho ; les chefs d'entreprise appellent à la mise en place de solutions ancrées dans la réalité de nos territoires.

Le panorama est essentiel pour analyser les données avec davantage de recul et percevoir les tendances à l'œuvre.

Collectivités publiques, journalistes, économistes, professionnels du chiffre et du droit, étudiants ou chercheurs, nous vous souhaitons une bonne lecture.

Thomas Denfer, Président du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

L'Observatoire statistique a été créé avec le soutien de la Banque des Territoires groupe Caisse des Dépôts



1. LES IMMATRICULATIONS	4
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021	5
La répartition selon le secteur d'activité	5
Le département vs la région	6
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par secteur d'activité	7
Le top 15 des activités les plus représentées	8
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	9
1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS	10
La répartition selon le sexe et l'âge	10
La répartition selon la nationalité	11
2. LES RADIATIONS	12
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021	13
La répartition selon le secteur d'activité	13
Le département vs la région	14
Évolution 2020 vs 2021 des radiations par secteur d'activité	15
Le top 15 des activités les plus représentées	16
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	17
La répartition par la durée de vie des entreprises	18
2.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS	19
La répartition selon le sexe et l'âge	19
Le top 10 des nationalités les plus représentées	20
3. LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES	21
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021	22
La répartition selon le secteur d'activité	22
Le département vs la région	23
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par secteur d'activité	24
Le top 15 des activités les plus représentées	25
La répartition par la durée de vie des entreprises	26
3.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS	27
La répartition selon le sexe et l'âge	27
Le top 10 des nationalités les plus représentées	28

LES IMMATRICULATIONS

1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021	5
La répartition selon le secteur d'activité	5
Le département vs la région	6
Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par secteur d'activité	7
Le top 15 des activités les plus représentées	8
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	9
1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS	10
La répartition selon le sexe et l'âge	10
La répartition selon la nationalité	11

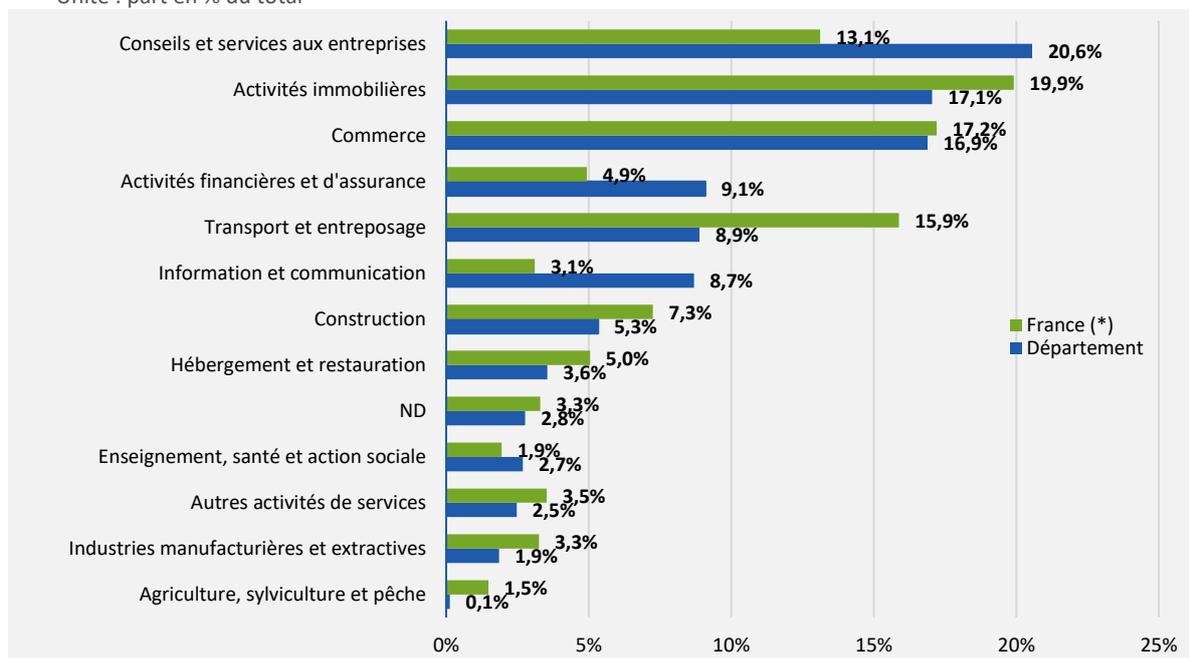
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

La répartition selon le secteur d'activité

En 2021, 50 054 immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés sont enregistrées à Paris, en hausse de 21,8% par rapport à 2020. Les conseils et services aux entreprises étaient le premier secteur pour les immatriculations (20,6% du total). Malgré une contraction de 2 points à un an d'intervalle, les activités de conseils sont toujours nettement surreprésentées à Paris (20,6 %) par rapport au niveau national (13,1%). Le podium était complété par les secteurs des activités immobilières (17,1%) et du commerce (16,9%).

■ Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) Hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ Répartition des immatriculations par grands secteurs économiques dans le département

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Conseils et services aux entreprises	23,1%	21,9%	22,6%	20,6%
Activités immobilières	18,1%	19,1%	16,4%	17,1%
Commerce	13,3%	13,9%	16,4%	16,9%
Activités financières et d'assurance	8,2%	8,9%	8,8%	9,1%
Transport et entreposage	6,4%	5,8%	7,0%	8,9%
Information et communication	9,0%	8,6%	9,1%	8,7%
Construction	5,4%	5,7%	5,6%	5,3%
Hébergement et restauration	6,0%	5,6%	4,5%	3,6%
ND	2,8%	3,1%	2,8%	2,8%
Enseignement, santé et action sociale	2,1%	2,1%	2,2%	2,7%
Autres activités de services	3,3%	3,0%	2,6%	2,5%
Industries manufacturières et extractives	2,0%	2,2%	1,9%	1,9%
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

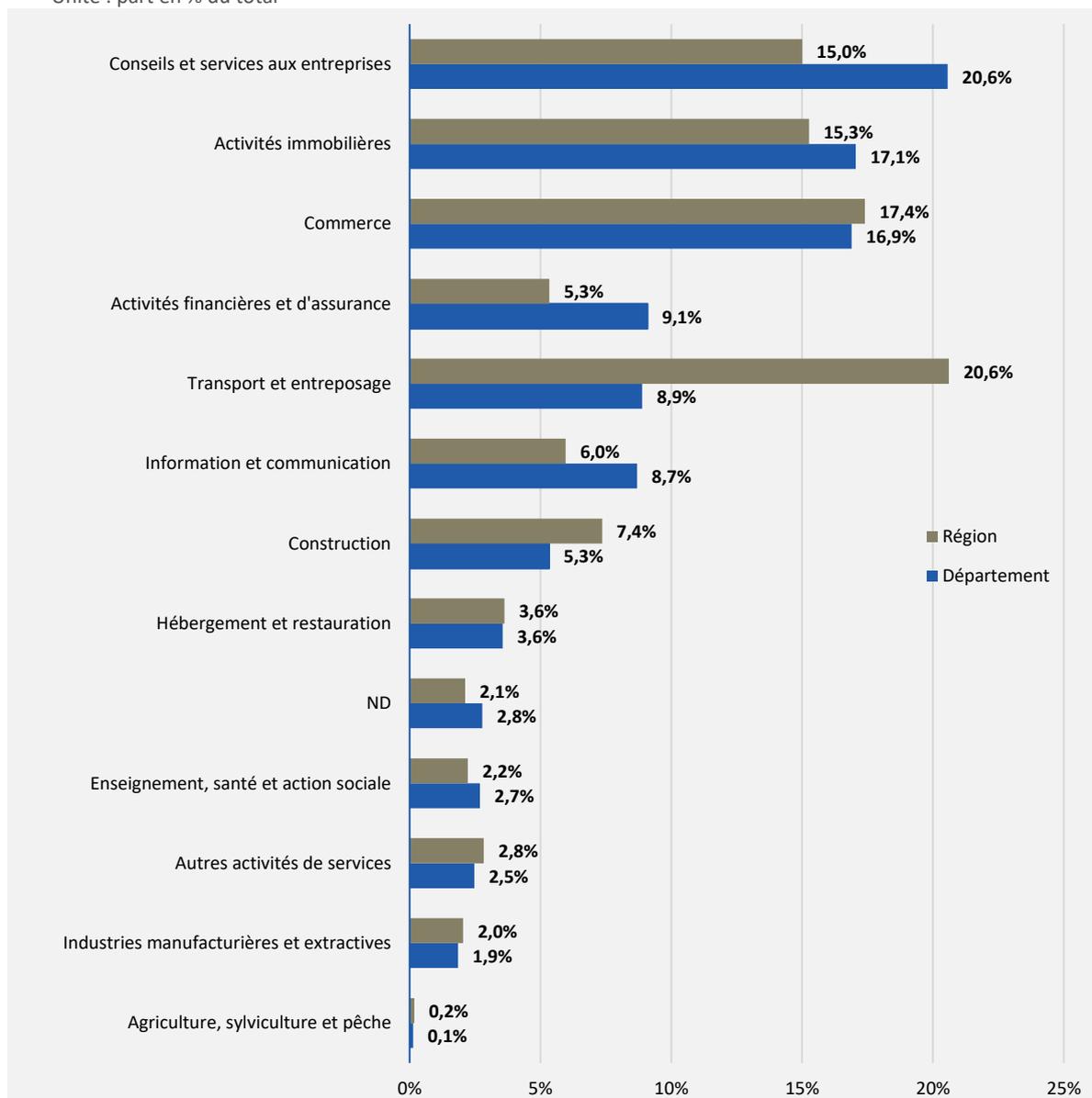
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

Le département vs la région

A l'exception du transport et entreposage, beaucoup plus présent dans l'ensemble de l'Île-de-France qu'à Paris, la répartition des immatriculations par grands secteurs économiques à Paris est relativement proche de celle enregistrée au niveau de la région en 2021. Premier segment, les activités de conseil aux entreprises sont cependant davantage représentées dans le département (20,6% contre 15%), tout comme les activités immobilières (17,1% contre 15,3%) mais contrairement au commerce (17,4% contre 16,9%).

■ Comparaison des immatriculations par grands secteurs économiques entre le département et la région

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

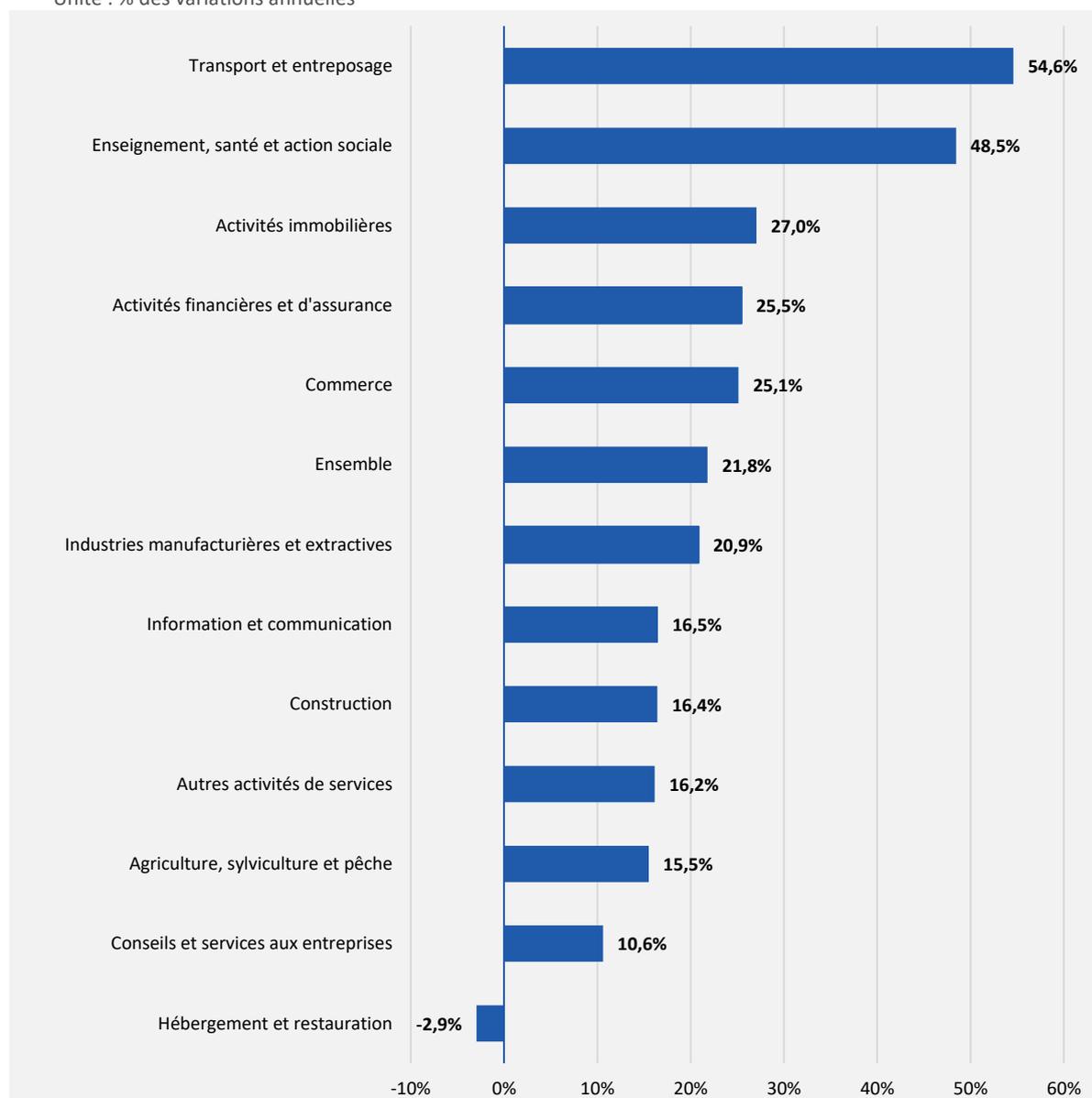
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

Évolution 2020 vs 2021 des immatriculations par secteur d'activité

Entre 2020 et 2021, tous les secteurs d'activité du département de Paris ont enregistré une hausse de leurs immatriculations, à l'exception de l'hébergement/restauration (- 2,9 %). La palme de la croissance revenait aux activités de transport et d'entreposage (+54,6%), devant l'enseignement, santé et action sociale (+48,5%) et les activités immobilières (+27%). Sur l'année, les immatriculations du département ont progressé de 21,8%, soit un niveau nettement inférieur aux performances nationales (+30,3%, DROM inclus).

■ Évolution des immatriculations par secteur d'activité entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

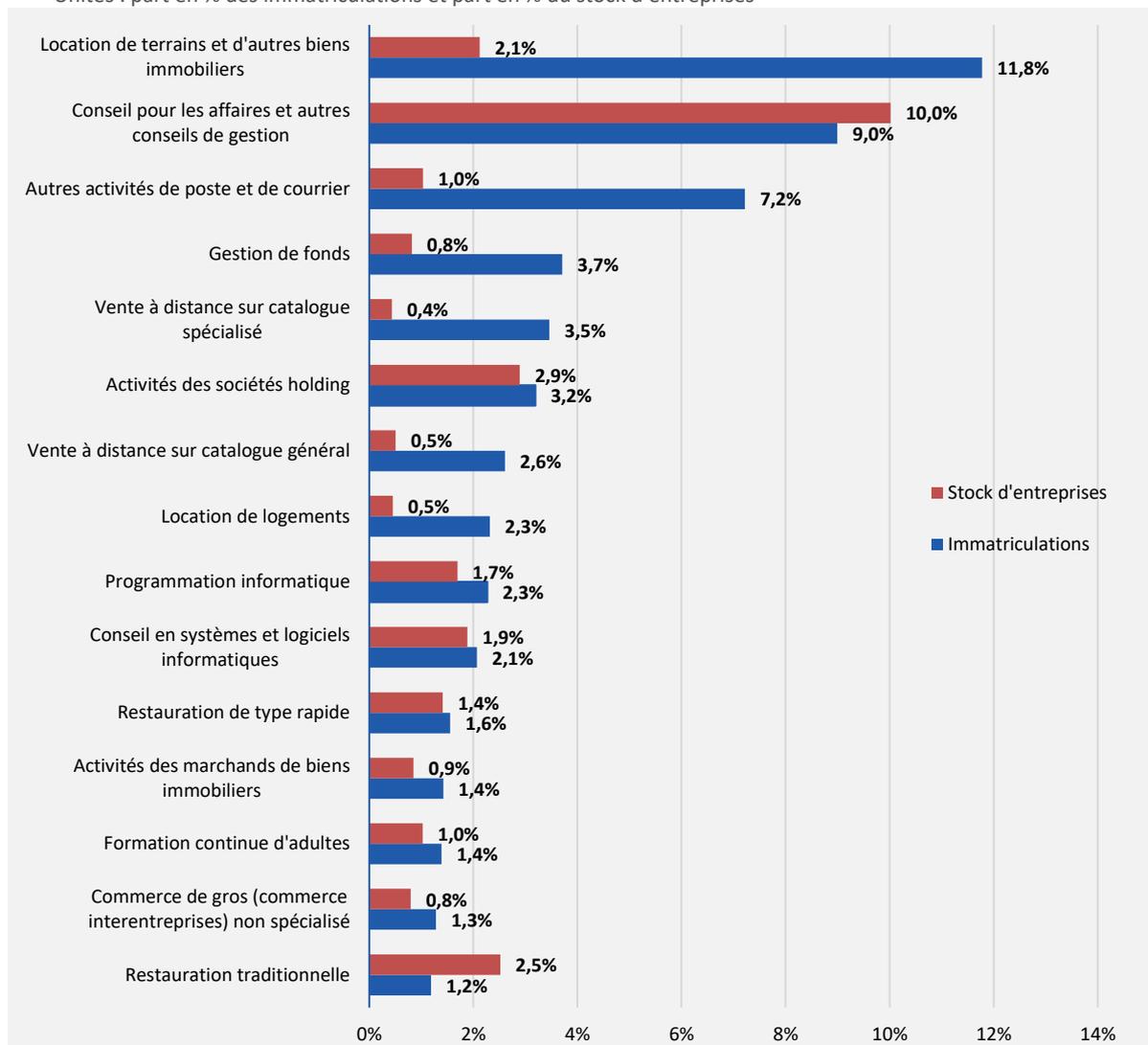
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

Le top 15 des activités les plus représentées

La location de terrains et autres biens immobiliers était le principal segment représenté au sein des immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 à Paris (11,8% du total hors Agriculture, sylviculture et pêche). Ce segment représentait 2,1% du stock d'entreprises départemental. En seconde position, les activités de conseil pour les affaires représentaient 9% des immatriculations pour 10% du stock d'entreprises. Enfin, les autres activités de poste et de courrier occupaient la troisième position avec 7,2% des immatriculations du département (1% du stock d'entreprises).

■ Top 15 des activités les plus représentées dans les immatriculations du département comparées au stock d'entreprises - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des immatriculations et part en % du stock d'entreprises



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

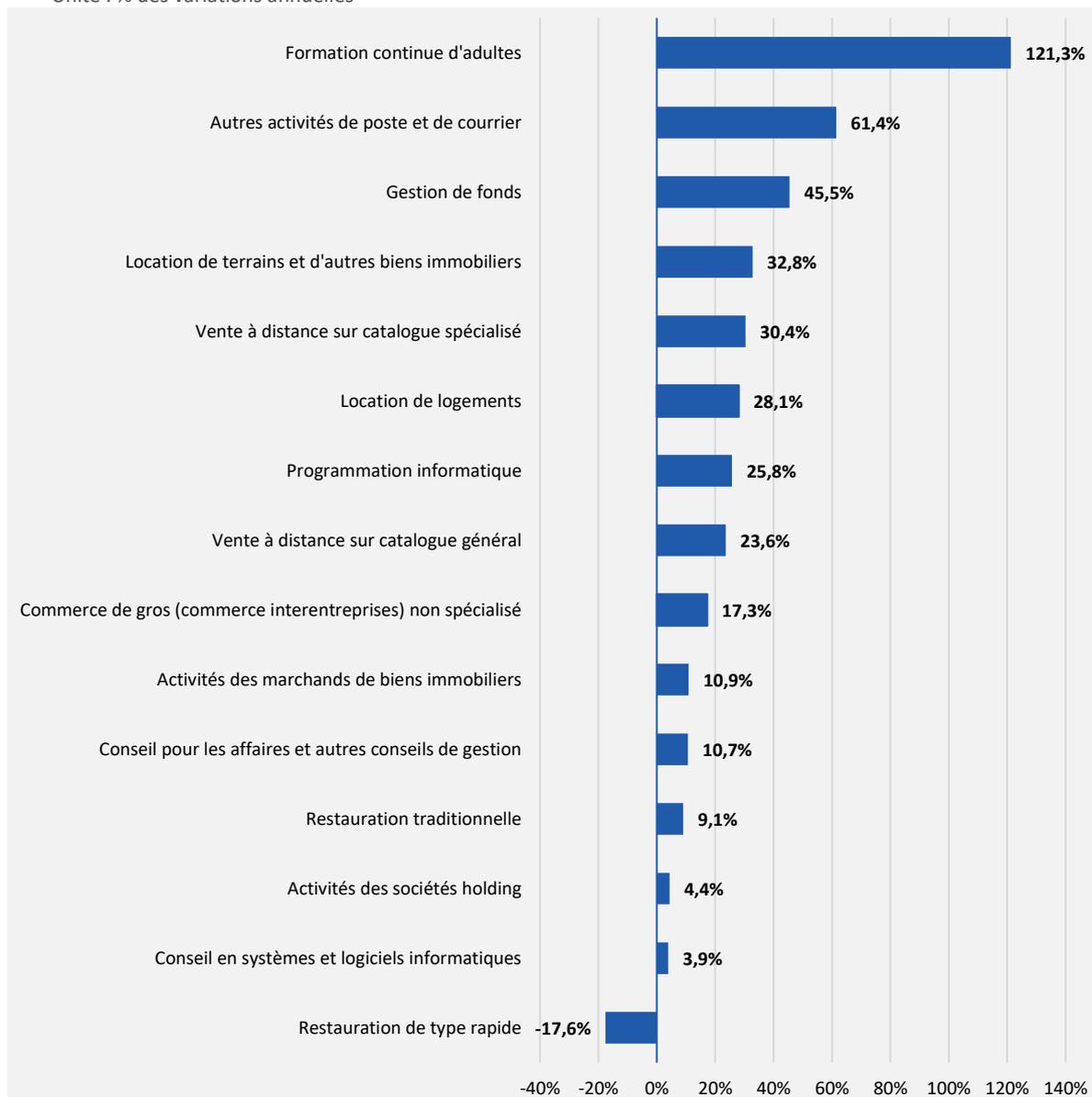
1.1. LE BILAN DES IMMATRICULATIONS EN 2021

Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées

Sur les 15 activités les plus représentées dans les immatriculations de Paris en 2021, une seule affichait une baisse de ses immatriculations au cours du dernier exercice : la restauration de type rapide (-17,6%). A *contrario*, la progression la plus importante était à mettre au crédit de la formation continue d'adultes (+121,3%).

■ Évolution du top 15 des activités les plus représentées dans les immatriculations entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

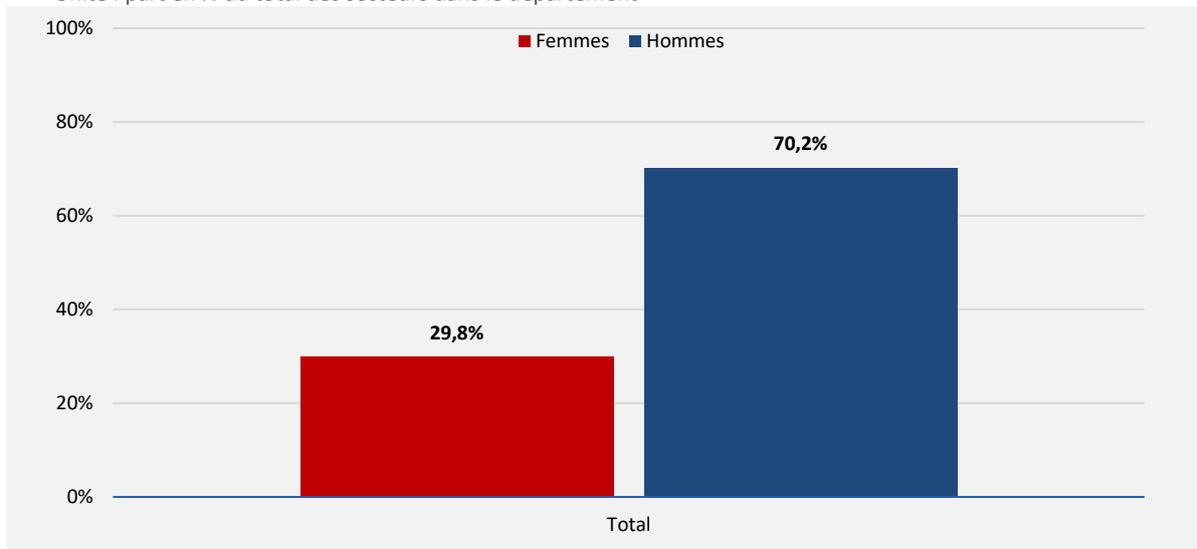
1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

La répartition selon le sexe et l'âge

À Paris, 70,2% des dirigeants ayant effectué une immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en 2021 étaient des hommes (contre 67,9% au niveau national). En 2021, l'âge moyen des dirigeants dans le cadre d'immatriculations de Paris s'élevait à 40,5 ans (contre 39,8 ans pour l'ensemble de la France). Les femmes et les hommes avaient, en moyenne, sensiblement le même âge (40,7 ans vs 40,5 ans).

■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

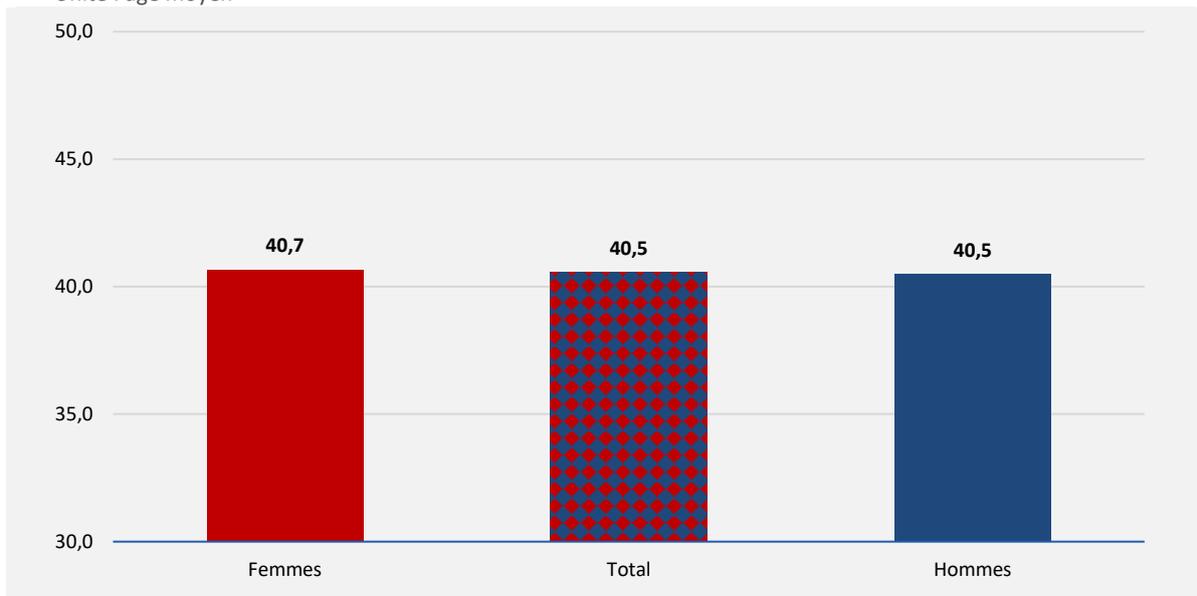
Unité : part en % du total des secteurs dans le département



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 32,1% ; hommes : 67,9%)
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des immatriculations

Unité : âge moyen



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 40,4 ans ; hommes : 39,5 ans ; total : 39,8 ans)
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

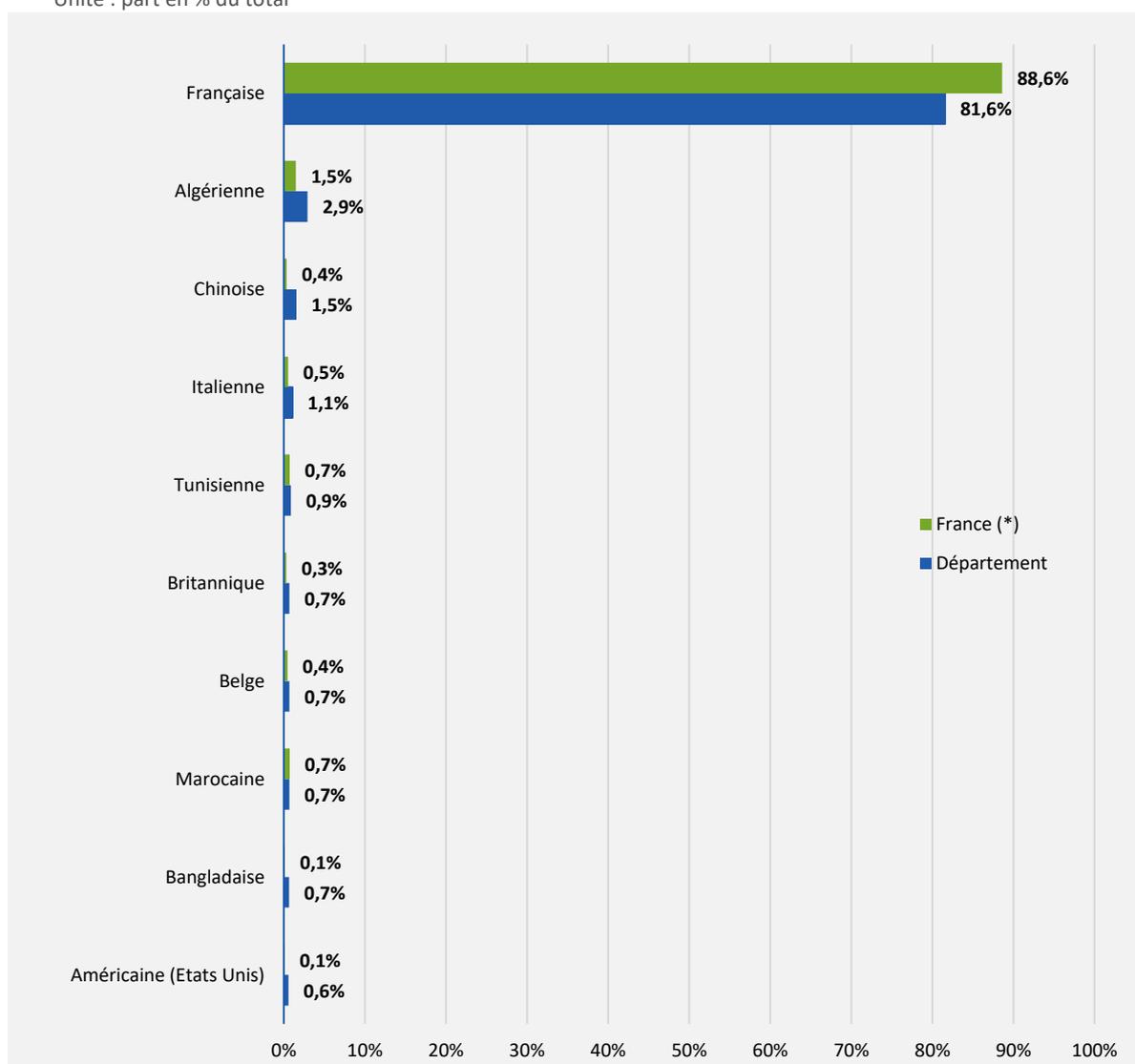
1.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

La répartition selon la nationalité

Parmi l'ensemble des dirigeants recensés dans le cadre d'immatriculations au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris en 2021, 81,6% avaient la nationalité française. La nationalité algérienne (2,9 %) et chinoise (1,5 %) complétaient le podium.

■ Top 10 des nationalités les plus représentées dans le département dans le cadre des immatriculations et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

LES RADIATIONS

2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021	13
La répartition selon le secteur d'activité	13
Le département vs la région	14
Évolution 2020 vs 2021 des radiations par secteur d'activité	15
Le top 15 des activités les plus représentées	16
Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées	17
La répartition par la durée de vie des entreprises	18
2.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS	19
La répartition selon le sexe et l'âge	19
Le top 10 des nationalités les plus représentées	20

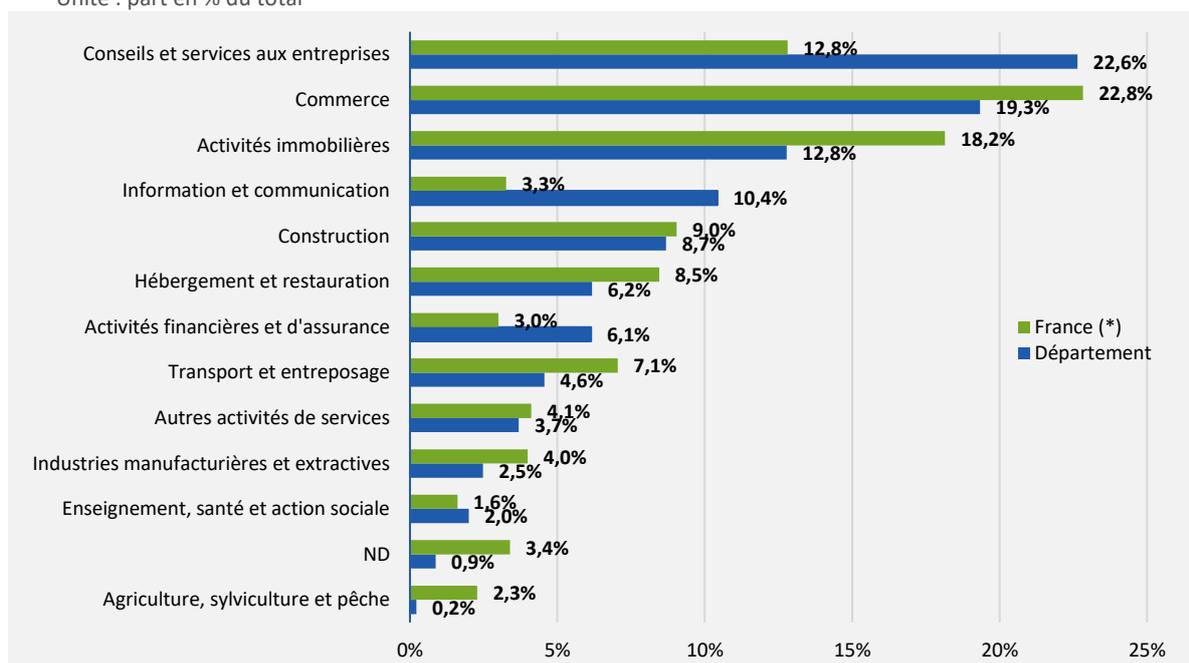
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

La répartition selon le secteur d'activité

En 2021, 22 232 radiations ont été enregistrées à Paris, soit une hausse de 10,9% en un an. Comme pour les immatriculations, le conseil aux entreprises était également le principal secteur avec 22,6% du total, devant le commerce (19,3%). Les activités immobilières arrivaient en 3^{ème} position, avec 12,8% des radiations enregistrées sur l'année.

■ Répartition des radiations par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ Répartition des radiations par grands secteurs économiques dans le département

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Conseils et services aux entreprises	21,8%	22,4%	24,6%	22,6%
Commerce	18,9%	18,2%	18,1%	19,3%
Activités immobilières	12,3%	12,1%	12,6%	12,8%
Information et communication	9,4%	9,7%	9,9%	10,4%
Construction	8,9%	9,0%	8,1%	8,7%
Hébergement et restauration	8,2%	8,2%	6,8%	6,2%
Activités financières et d'assurance	5,5%	5,9%	6,6%	6,1%
Transport et entreposage	3,5%	4,1%	3,8%	4,6%
Autres activités de services	4,6%	4,0%	3,8%	3,7%
Industries manufacturières et extractives	2,8%	3,2%	2,7%	2,5%
Enseignement, santé et action sociale	1,9%	2,0%	2,3%	2,0%
ND	1,9%	1,2%	0,7%	0,9%
Agriculture, sylviculture et pêche	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%

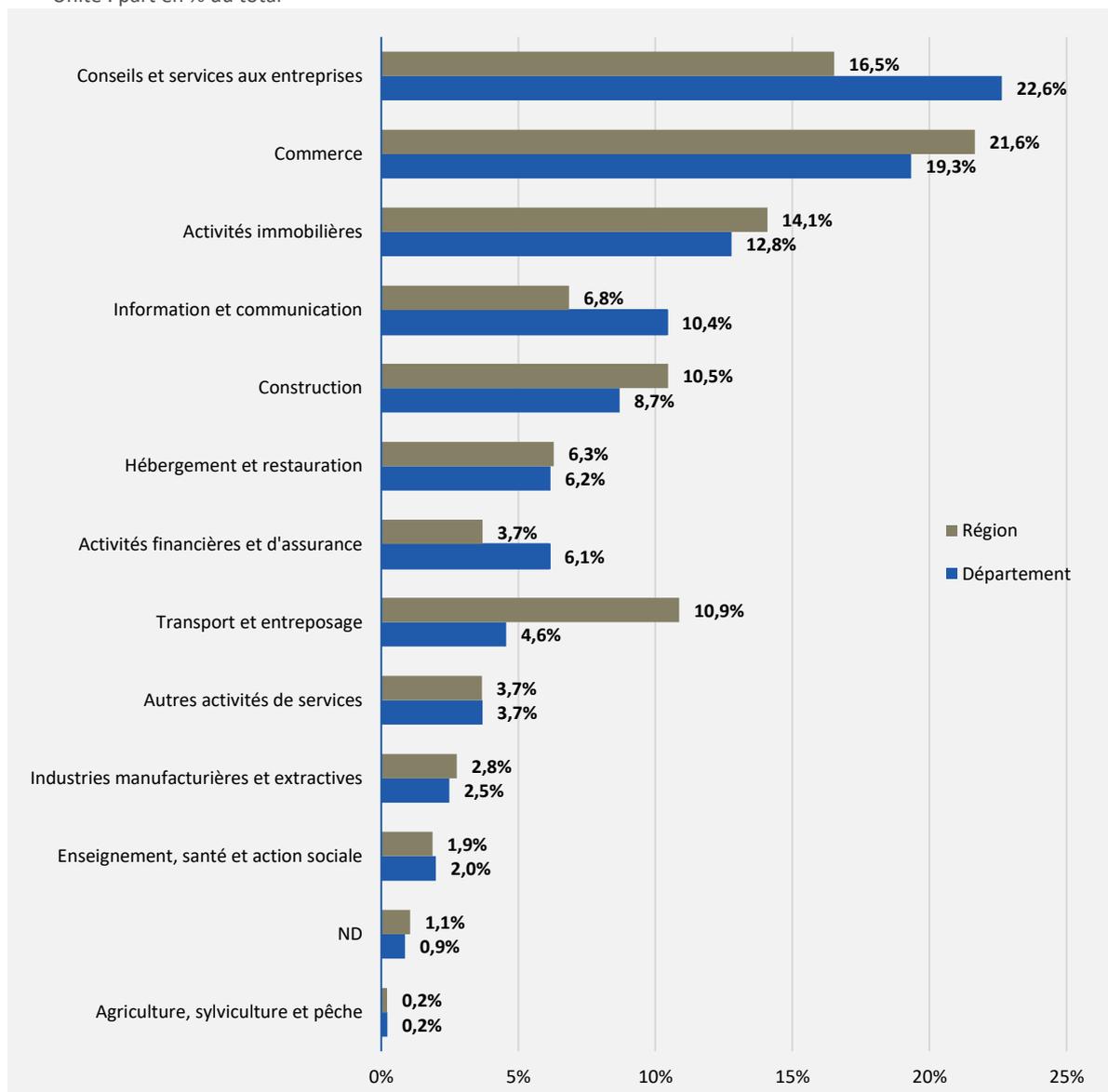
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021 Le département vs la région

Au niveau départemental, le conseil aux entreprises, le commerce et les activités immobilières étaient les trois principaux secteurs représentés dans les radiations en 2021, cumulant 54,7% du total. Ce top 3, bien que dans un ordre différent, était identique à l'échelle de la région.

■ Comparaison des radiations par grands secteurs économiques entre le département et la région

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

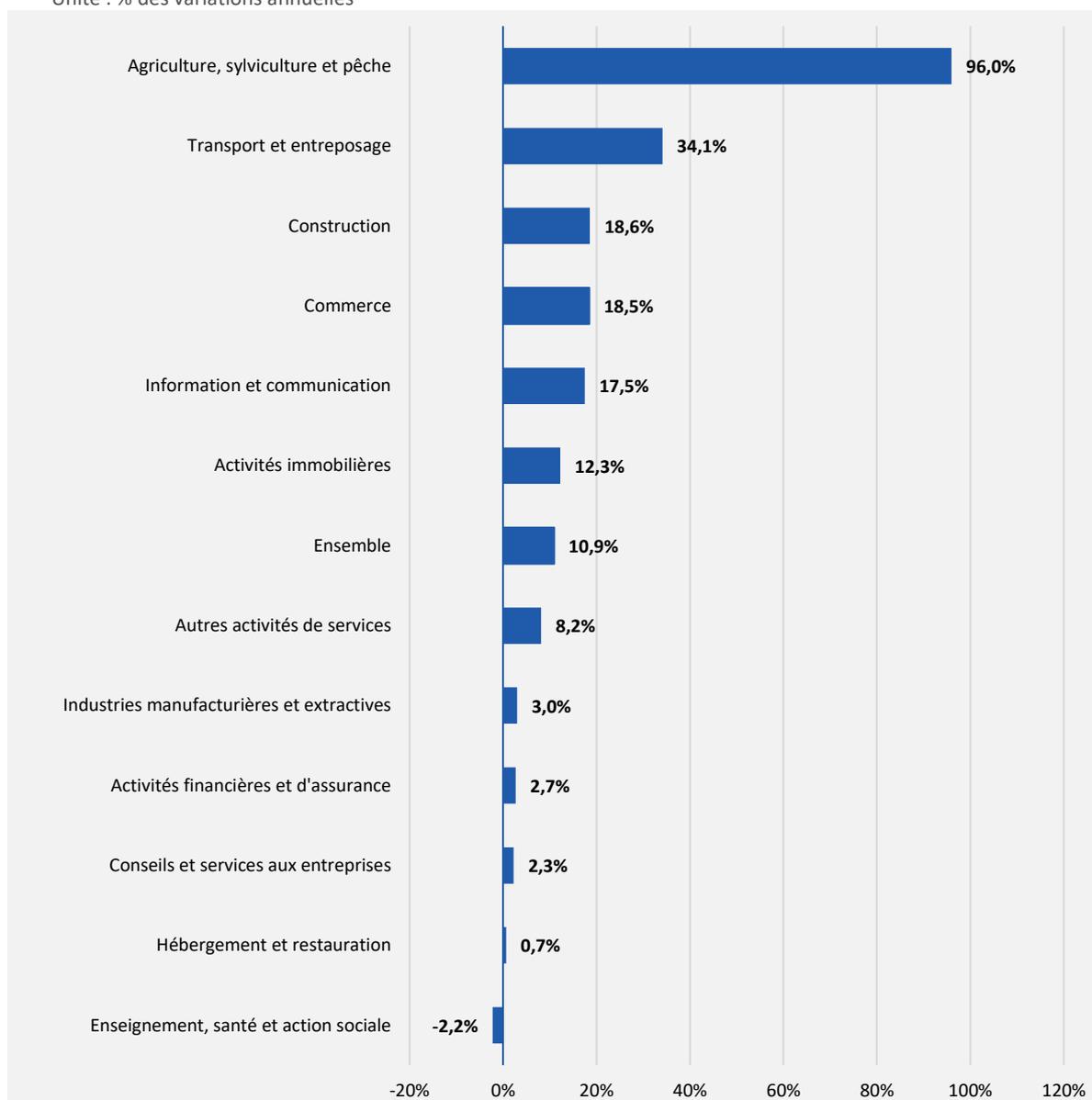
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

Évolution 2020 vs 2021 des radiations par secteur d'activité

Entre 2020 et 2021, l'ensemble des radiations du département a progressé de seulement 10,9%, en comparaison du niveau national (+ 30,7% DROM inclus). Seul un secteur affichait une baisse de ses radiations dans le département de Paris en 2021. Il s'agissait de l'enseignement, santé et action sociale (-2,2%). A l'opposé, l'agriculture, sylviculture et pêche décrochait la palme de la croissance, avec une hausse de 96% sur un an nettement devant le transport et l'entreposage (+ 34,1 %).

■ Évolution des radiations par secteur d'activité entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

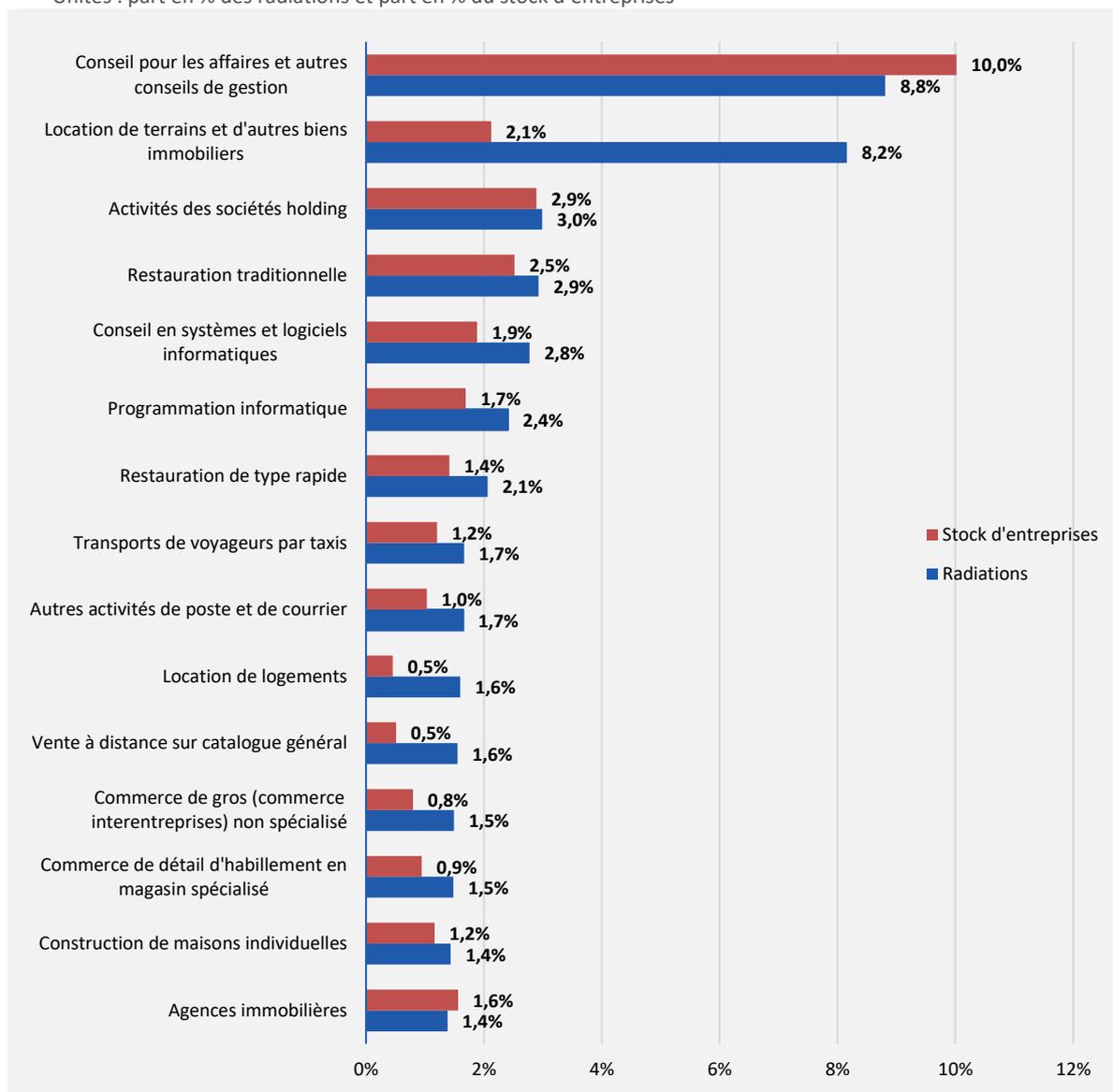
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

Le top 15 des activités les plus représentées

À Paris, le conseil pour les affaires, la location de terrains et d'autres biens immobiliers et les activités des sociétés de holding étaient les activités les plus représentées dans les radiations en 2021. Les deux premières activités trônaient également tout en haut du Top 15 des immatriculations, ce qui témoigne d'un fort turnover. À elles trois, elles représentaient 20% des radiations du département et 15% du stock d'entreprises.

■ Top 15 des activités les plus représentées dans les radiations du département comparées au stock d'entreprises - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des radiations et part en % du stock d'entreprises



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

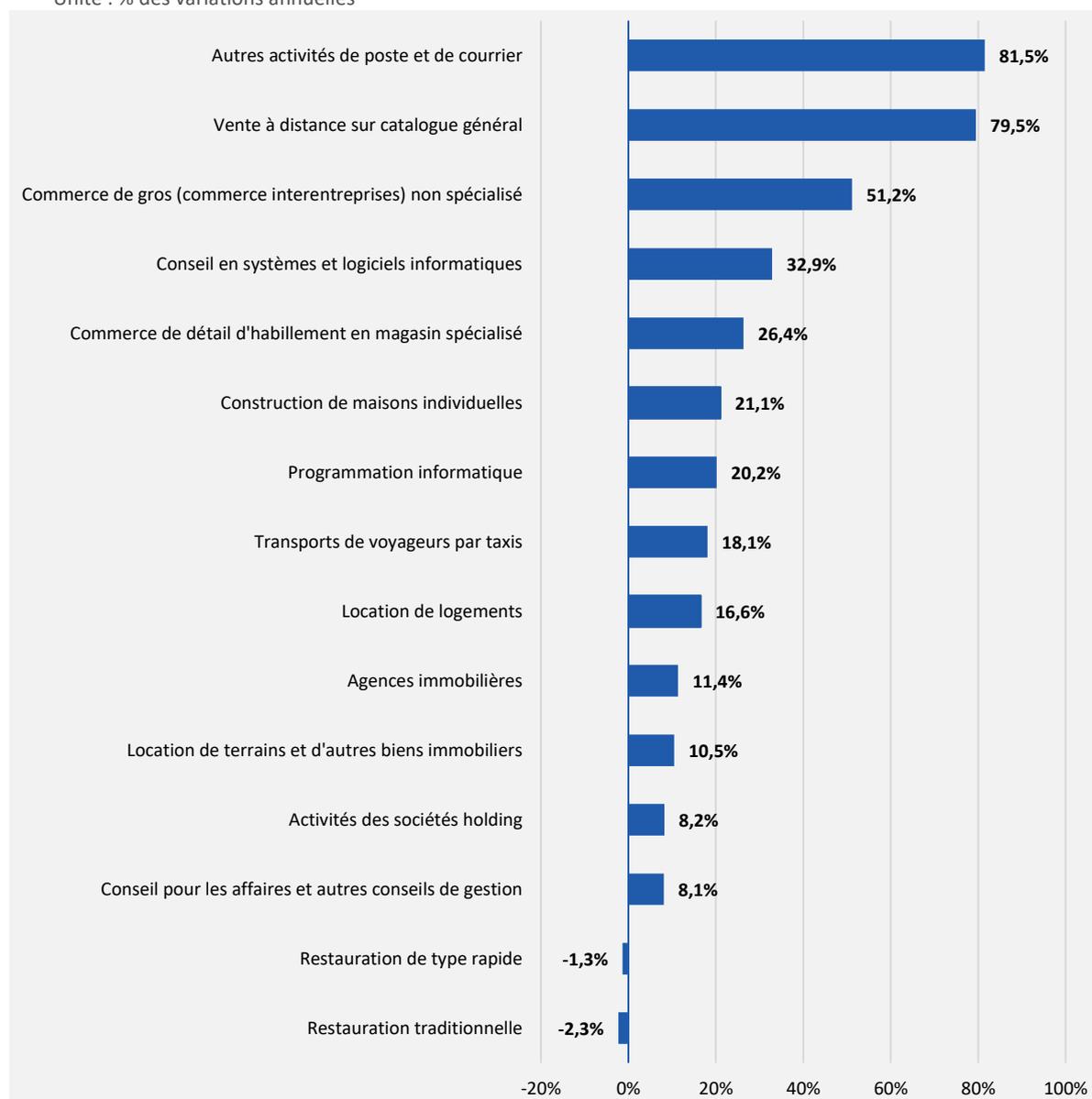
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

Évolution 2020 vs 2021 du top 15 des activités les plus représentées

Sur les 15 activités les plus représentées dans les radiations de Paris en 2021, 13 enregistraient une hausse de leurs radiations. L'augmentation la plus importante concernait les autres activités de poste et de courrier (+81,5% sur un an), devant la vente à distance généraliste (+79,5%) et le commerce de gros non spécialisé (+51,2%). *A contrario*, les radiations départementales de la restauration de type rapide et traditionnelle ont légèrement diminué sur un an, respectivement de 1,3 % et 2,3%.

■ Évolution du top 15 des activités les plus représentées dans les radiations entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce

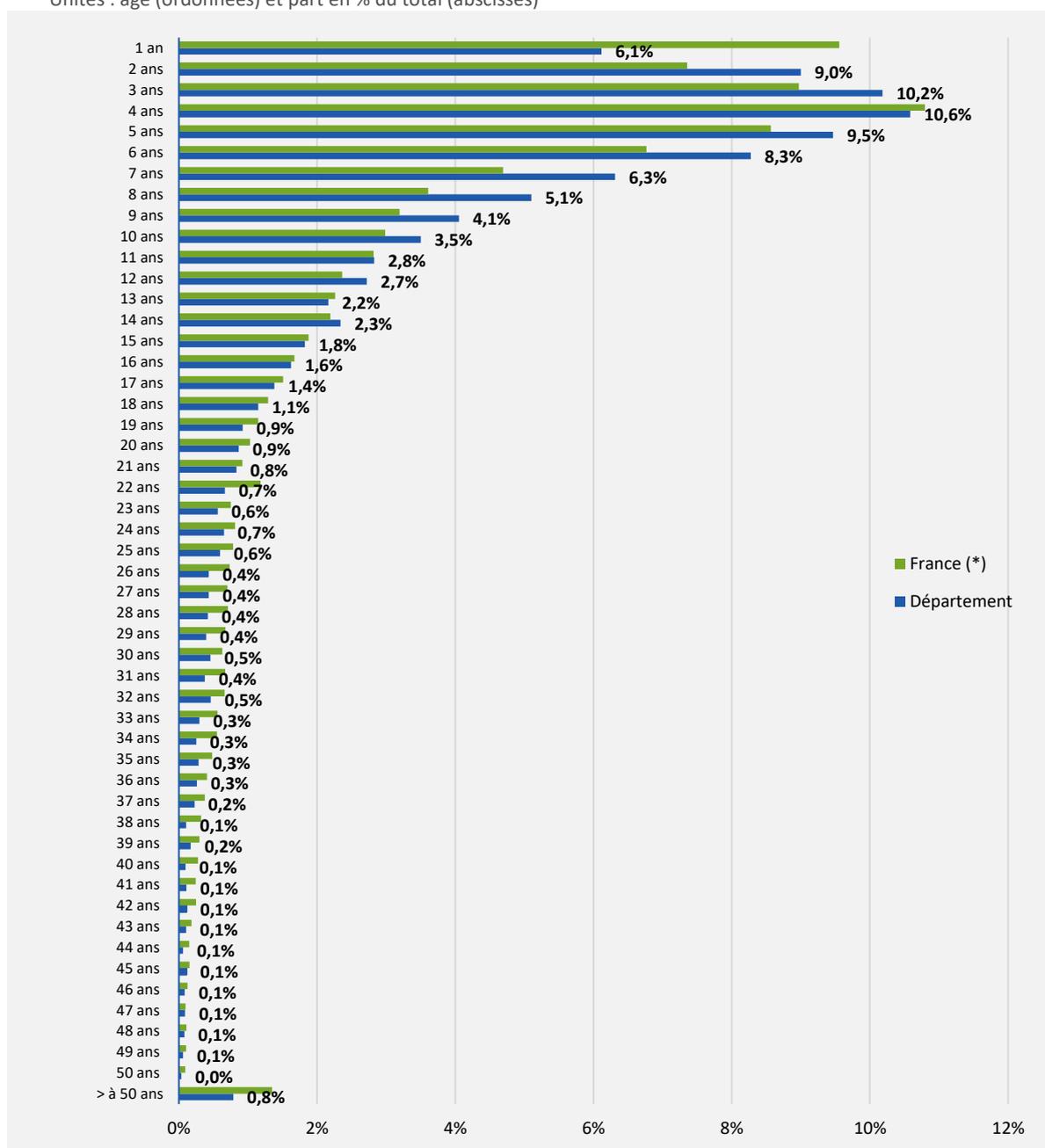
2.1. LE BILAN DES RADIATIONS EN 2021

La répartition par la durée de vie des entreprises

En 2021, 35,9% des radiations enregistrées à Paris concernaient des entreprises ayant moins de 5 ans d'existence. Au niveau national, cette part était similaire, s'élevant à 36,7%. Cependant, moins d'entreprises sont radiées lors de leur première année d'existence à Paris (6,1 % des radiations) qu'au niveau national (9,6 % des radiations).

■ Répartition par âge des entreprises soumises à une radiation dans le département et comparaison nationale (*) - Hors sociétés civiles

Unités : âge (ordonnées) et part en % du total (abscisses)



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

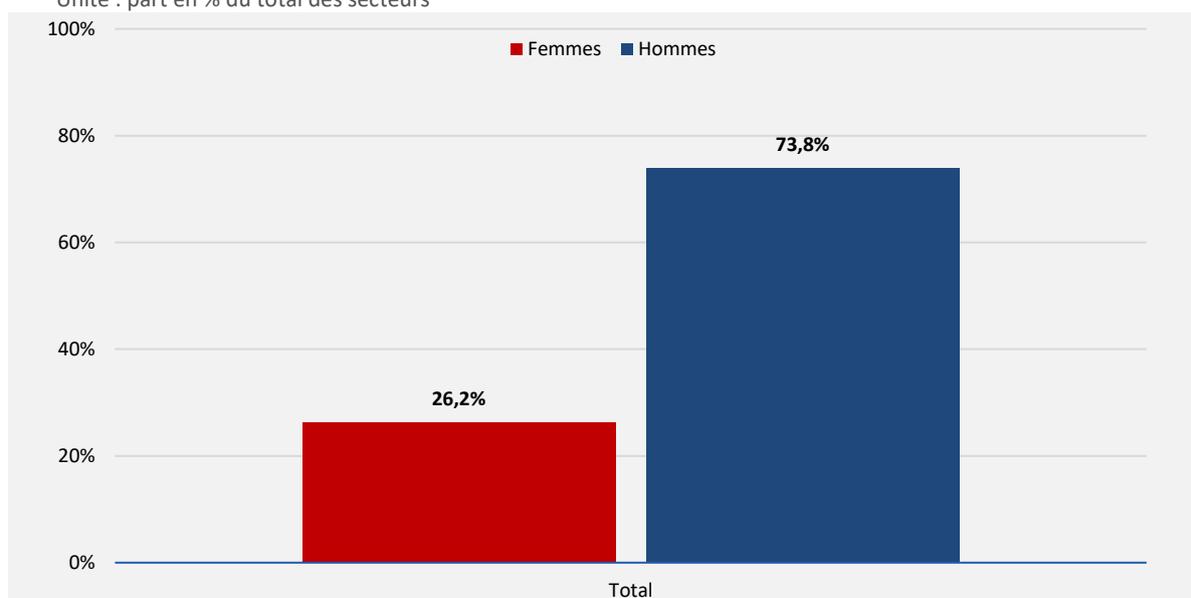
2.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

La répartition selon le sexe et l'âge

En 2021, 73,8% des dirigeants concernés par une radiation à Paris étaient des hommes un niveau plus élevé qu'au niveau national (70,6 %). Par ailleurs, l'âge moyen des dirigeants dans le cadre de radiations au Registre du Commerce et des Sociétés départemental s'élevait à 50,7 ans (contre 52,6 ans pour la France entière). En moyenne, les femmes et les hommes étaient du même âge (50,7 ans).

■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

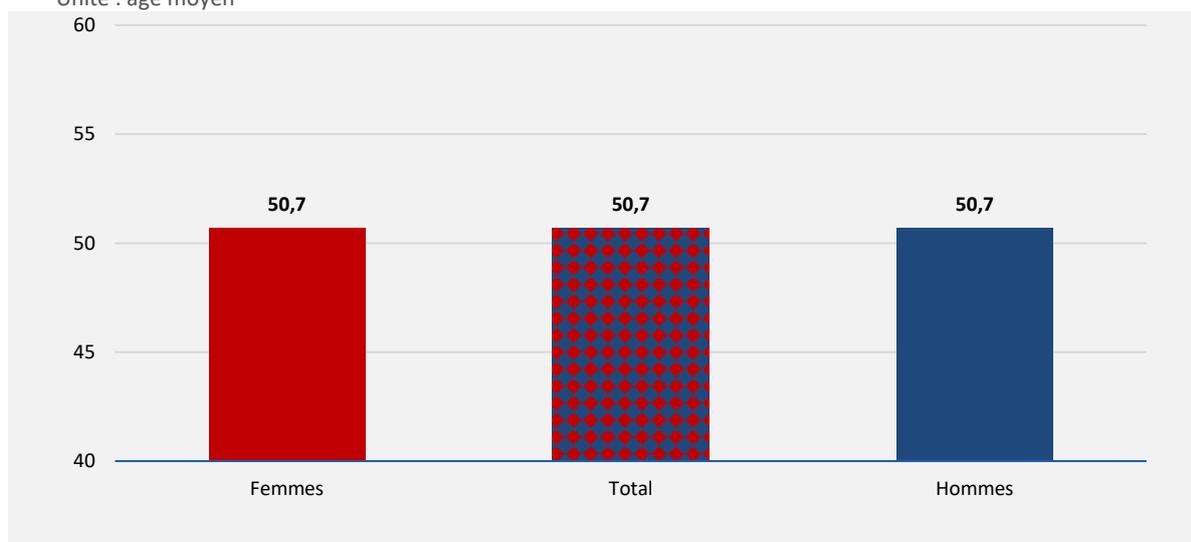
Unité : part en % du total des secteurs



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 29,4% ; hommes : 70,6%)
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre des radiations

Unité : âge moyen

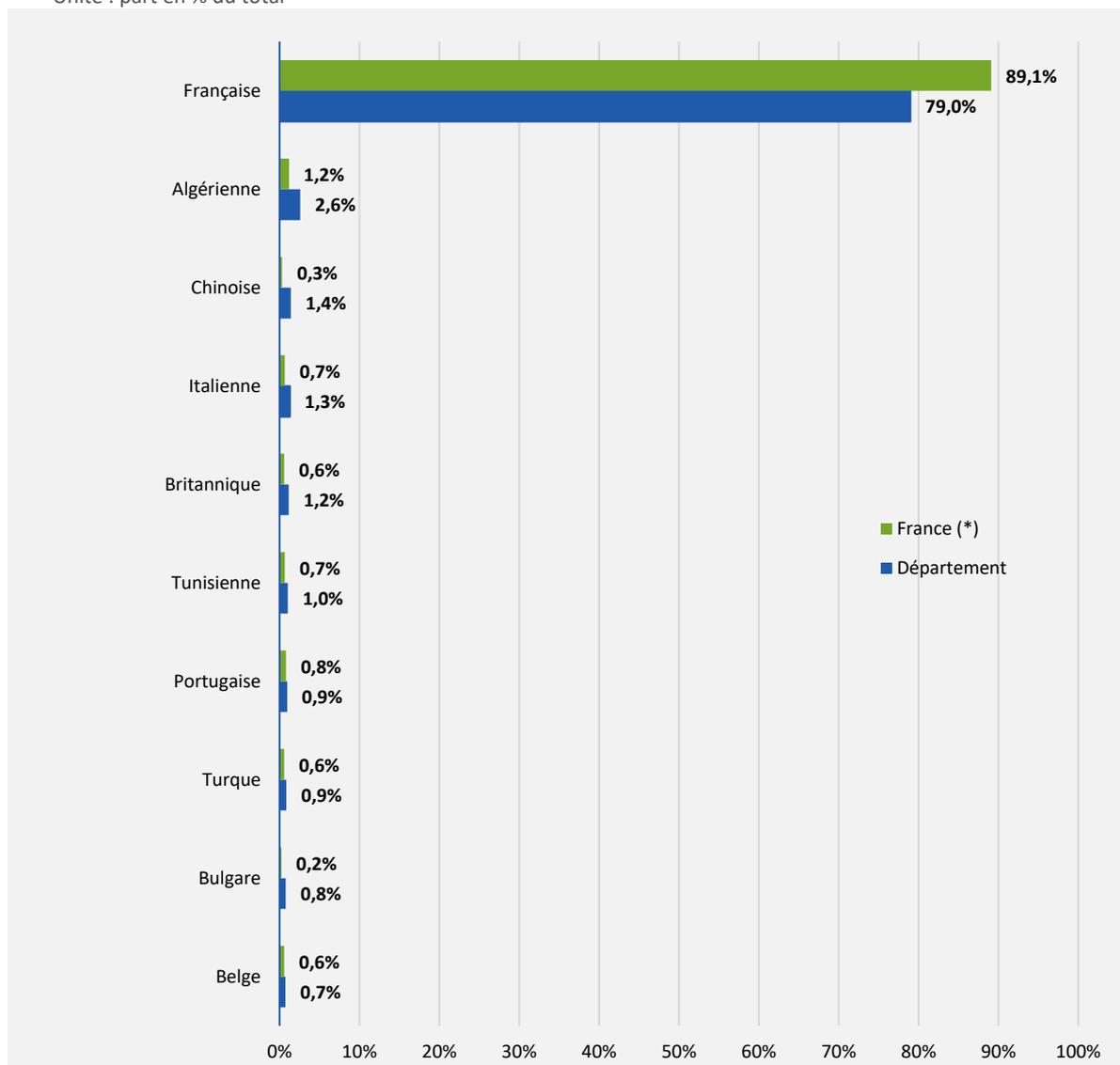


NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 52,8 ans ; hommes : 52,4 ans ; total : 52,6 ans)
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

À Paris, 79% des entreprises soumises à une radiation en 2021 étaient dirigées par une personne de nationalité française. Comme pour les immatriculations, la nationalité algérienne (2,6 %) et chinoise (1,4 %) complétaient le podium.

■ Top 10 des nationalités les plus représentées dans le département dans le cadre des radiations et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

LES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES

3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES EN 2021	22
La répartition selon le secteur d'activité	22
Le département vs la région	23
Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par secteur d'activité	24
Le top 15 des activités les plus représentées	25
La répartition par la durée de vie des entreprises	26
3.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS	27
La répartition selon le sexe et l'âge	27
Le top 10 des nationalités les plus représentées	28

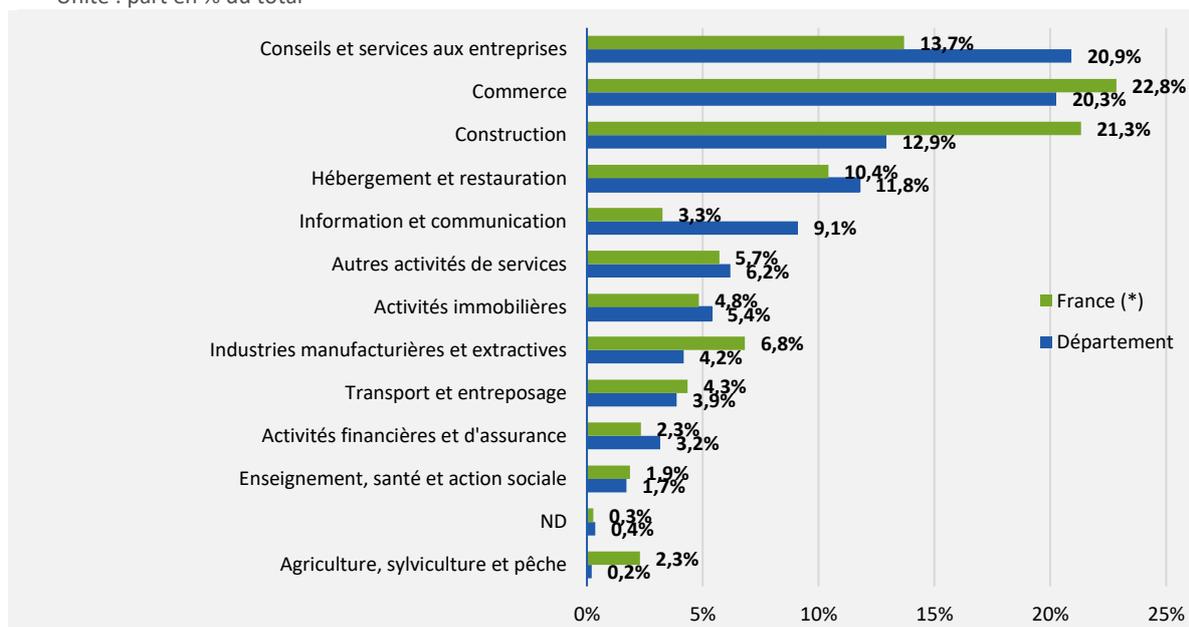
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

La répartition selon le secteur d'activité

En 2021, 1 989 ouvertures de procédures collectives ont été effectuées dans le département. Comme pour les immatriculations et les radiations, le conseil et service aux entreprises était le premier secteur d'activité touché à Paris (20,9% du total, contre 13,7% au niveau national). Il était suivi par le commerce (20,3%) et la construction (12,9%).

■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques dans le département

Unité : part en % du total

	2018	2019	2020	2021
Conseils et services aux entreprises	18,8%	18,3%	20,2%	20,9%
Commerce	20,4%	21,8%	22,5%	20,3%
Construction	17,3%	16,6%	12,8%	12,9%
Hébergement et restauration	13,1%	12,1%	13,9%	11,8%
Information et communication	9,4%	9,1%	8,8%	9,1%
Autres activités de services	5,7%	5,4%	5,9%	6,2%
Activités immobilières	2,3%	3,0%	2,4%	5,4%
Industries manufacturières et extractives	4,3%	4,1%	4,5%	4,2%
Transport et entreposage	3,9%	4,0%	3,1%	3,9%
Activités financières et d'assurance	2,8%	3,0%	3,9%	3,2%
Enseignement, santé et action sociale	1,7%	2,4%	1,7%	1,7%
ND	0,3%	0,2%	0,2%	0,4%
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0%	0,1%	0,0%	0,2%

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

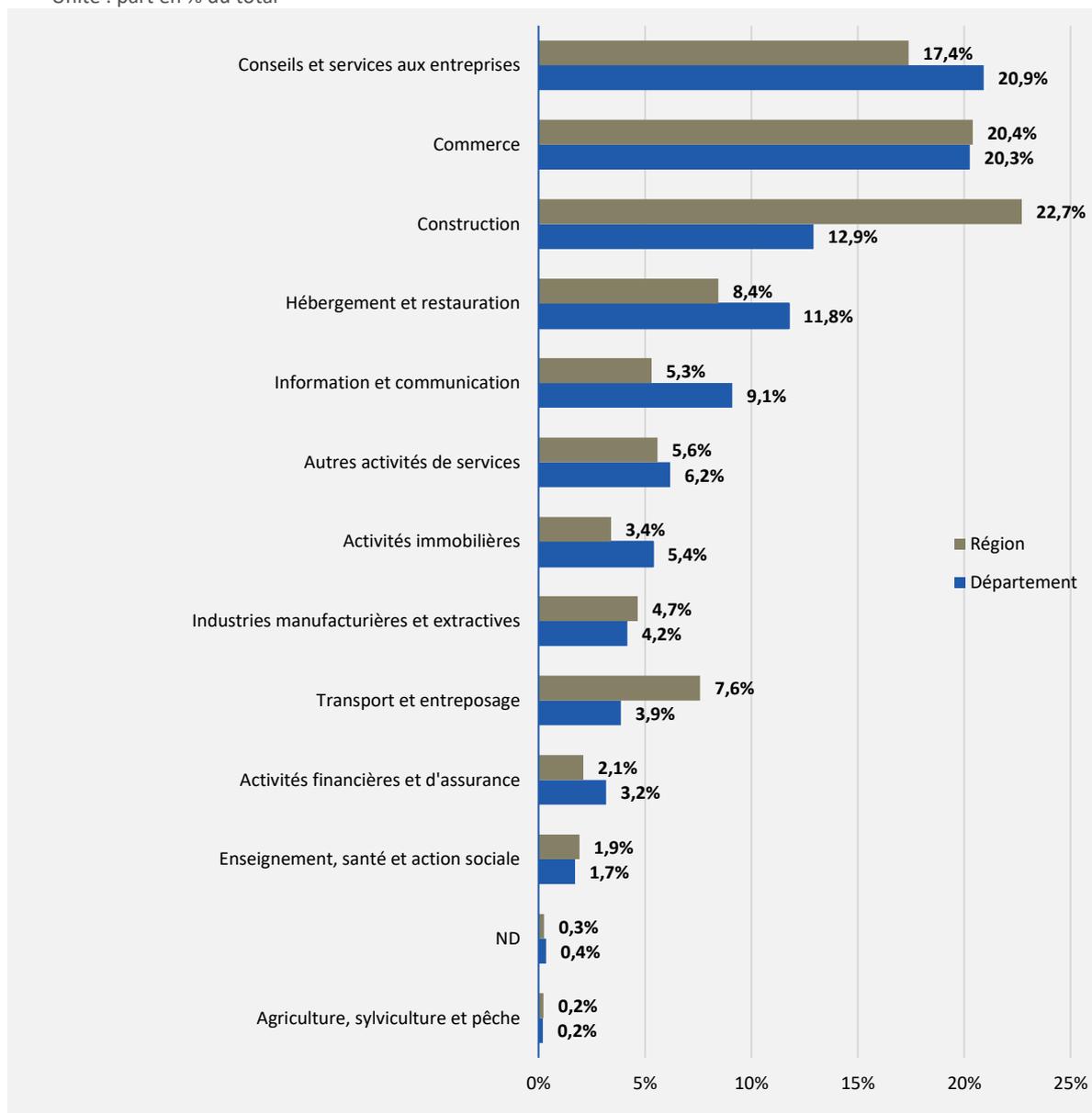
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

Le département vs la région

Au niveau régional, la construction était le principal secteur d'activité concerné par les ouvertures de procédures collectives en 2021 (22,7% du total). Il devançait le commerce et le conseil et service aux entreprises. Au niveau du département de Paris, on retrouve ces 3 secteurs mais dans un ordre légèrement différent puisque le conseil et service aux entreprises se positionnait en tête avec 20,9% des ouvertures de procédures collectives.

■ Comparaison des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques entre le département et la région

Unité : part en % du total



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

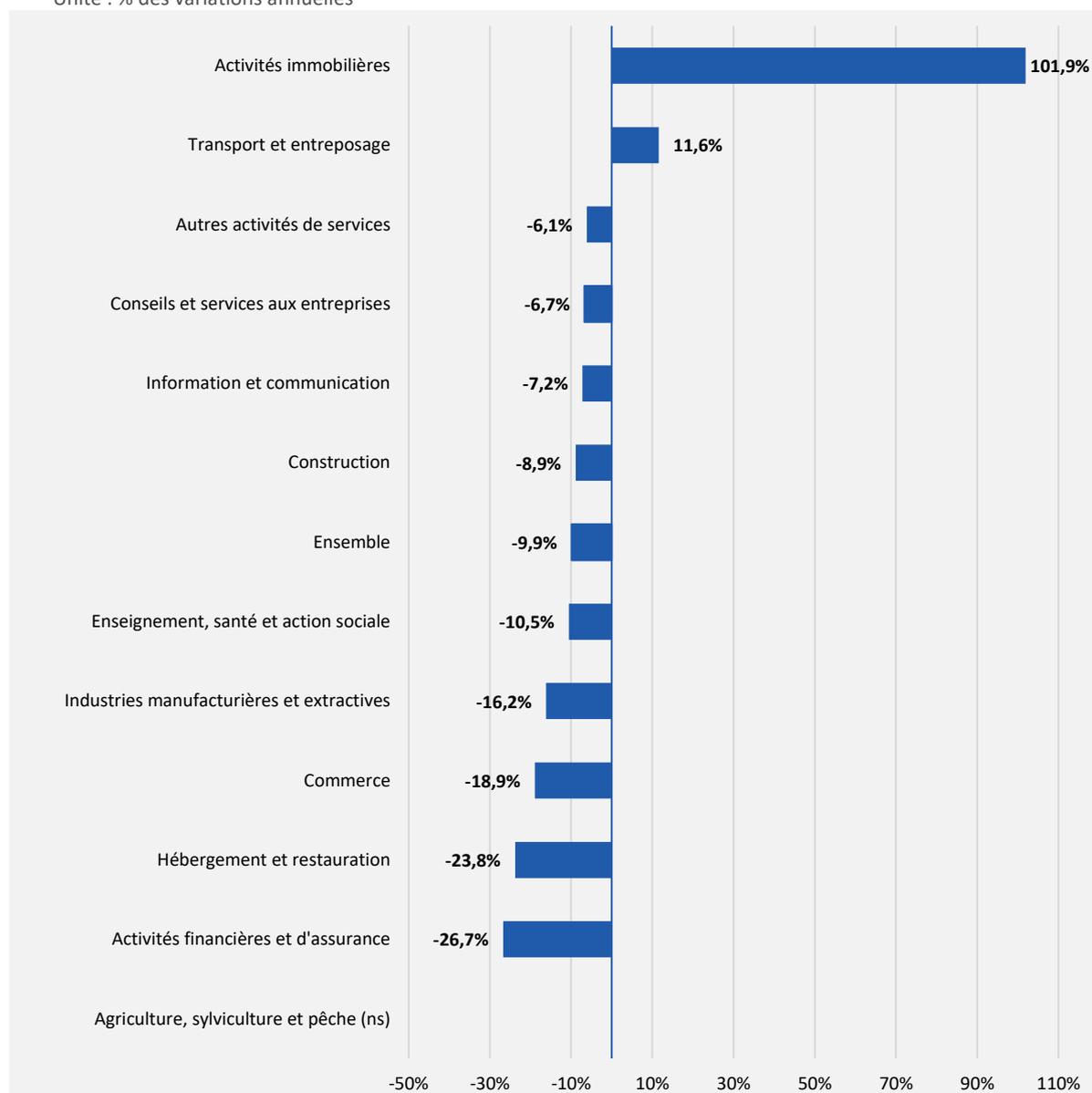
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

Évolution 2020 vs 2021 des procédures collectives par secteur d'activité

Entre 2020 et 2021, quasiment tous les secteurs d'activité affichaient une diminution de leurs procédures collectives à Paris, à l'exception des activités immobilières (+ 101,9%) et du transport et entreposage (+ 11,6%). La baisse la plus importante concernait les activités financières et d'assurance (-26,7%). Globalement, au niveau départemental, les procédures collectives ont reculé de 9,9% sur un an, contre une baisse de 10,8% à l'échelle de la France (DROM inclus).

■ Évolution des procédures collectives par secteur d'activité entre 2020 et 2021

Unité : % des variations annuelles



Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce

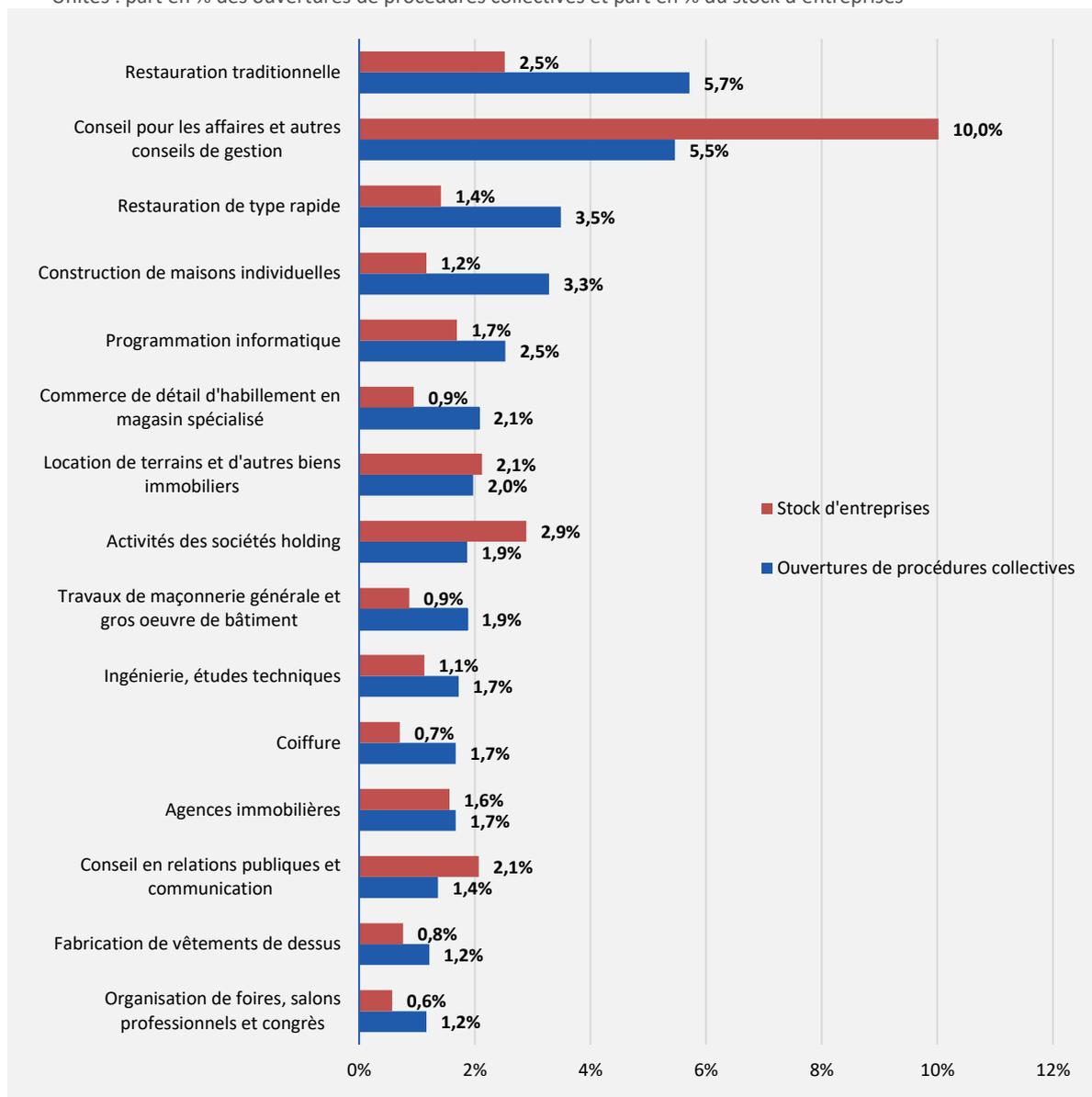
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

Le top 15 des activités les plus représentées

Parmi les activités de Paris, la restauration traditionnelle enregistrait la part la plus élevée (5,7%). Ce secteur se positionnait devant le conseil pour les affaires (5,5%) et la restauration de type rapide (3,5%).

■ Top 15 des activités les plus représentées dans les ouvertures de procédures collectives du département comparé au stock d'entreprises - Hors Agriculture, sylviculture et pêche

Unités : part en % des ouvertures de procédures collectives et part en % du stock d'entreprises



Traitement Xerfi Spécific / Sources : Greffes des tribunaux de commerce (données 2021) et Insee (données 2020)

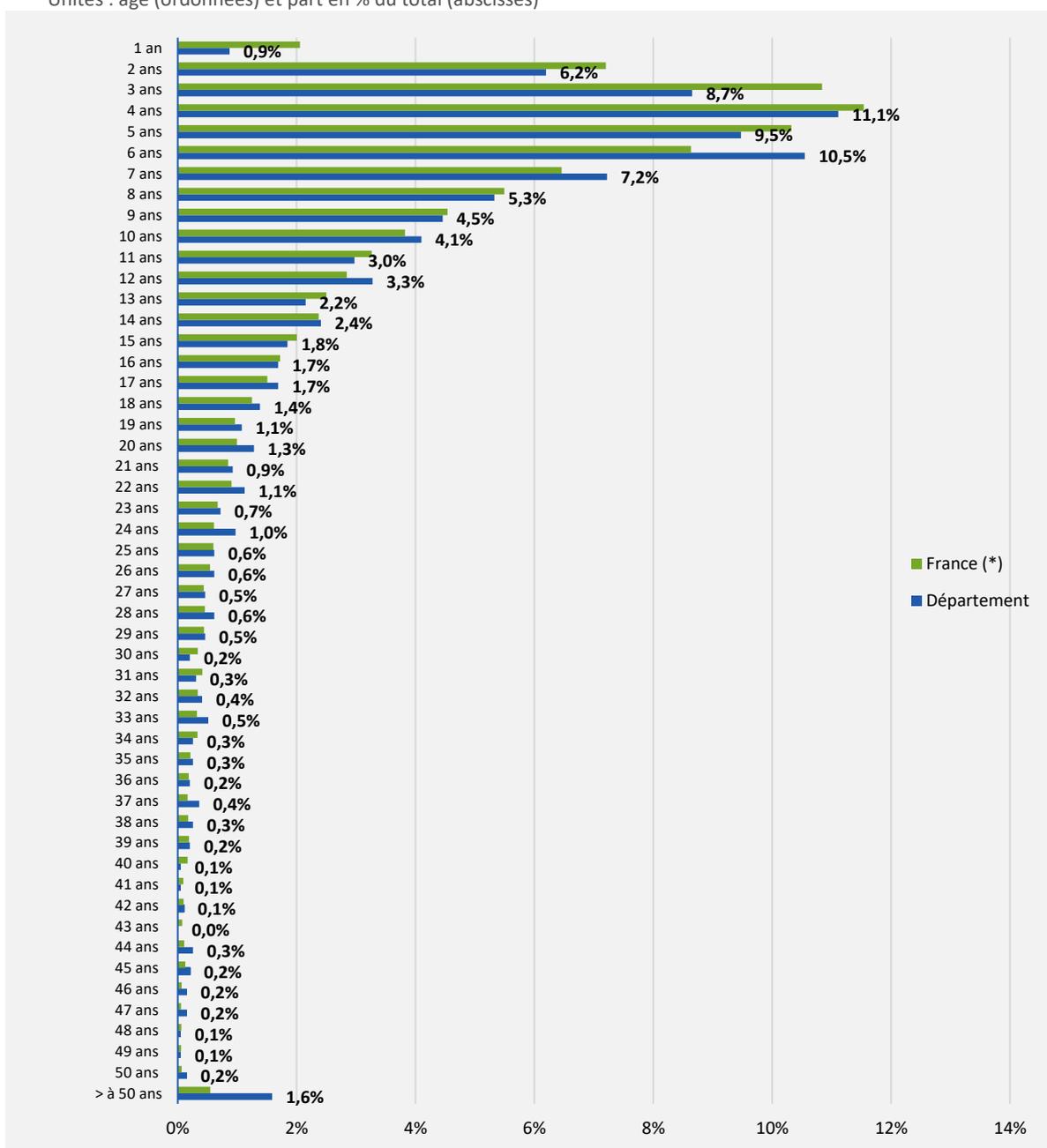
3.1. LE BILAN DES OUVERTURES DE PROCEDURES COLLECTIVES EN 2021

La répartition par la durée de vie des entreprises

À Paris, 26,8% des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective avaient moins de 5 ans d'existence, une part inférieure à la moyenne nationale (31%). Comme pour les radiations, moins d'entreprises sont soumises à une ouverture de procédure collective lors de leur première année d'existence à Paris (0,9 % des radiations) qu'au niveau national (2,1 % des radiations).

■ Répartition par âge des entreprises soumises à une ouverture de procédure collective dans le département et comparaison nationale (*)

Unités : âge (ordonnées) et part en % du total (abscisses)



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

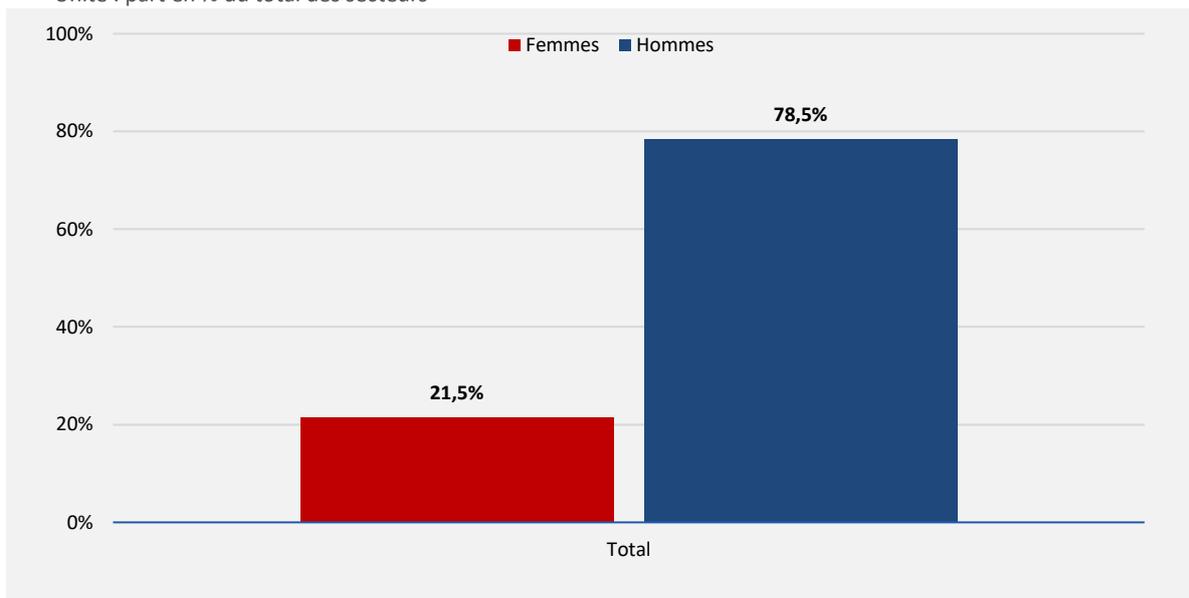
3.2. LE PROFIL DES DIRIGEANTS

La répartition selon le sexe et l'âge

En 2021, 78,5% des dirigeants d'entreprises installées à Paris soumises à une ouverture de procédure collective étaient des hommes, un point de plus qu'au niveau national. Dans le département, l'âge moyen de ces dirigeants s'élevait à 50,5 ans (contre 48,4 ans à l'échelle nationale), les femmes étant un peu plus jeunes que les hommes (48,8 ans vs 51 ans).

■ Répartition des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives

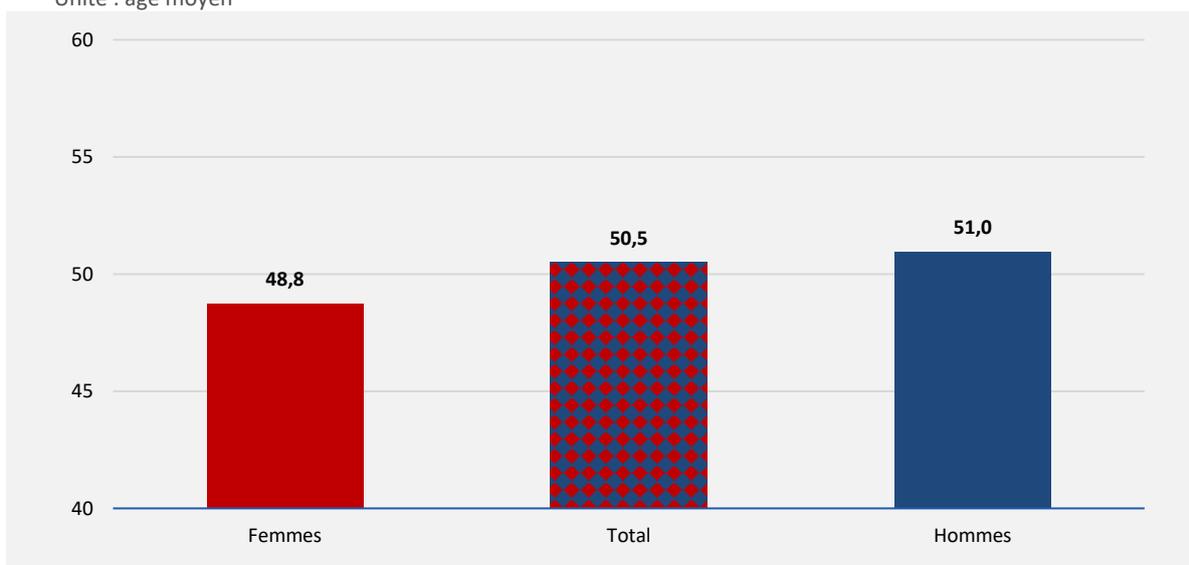
Unité : part en % du total des secteurs



NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 22,4% ; hommes : 77,6%)
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

■ Âge moyen des dirigeants par sexe dans le cadre d'ouvertures de procédures collectives

Unité : âge moyen

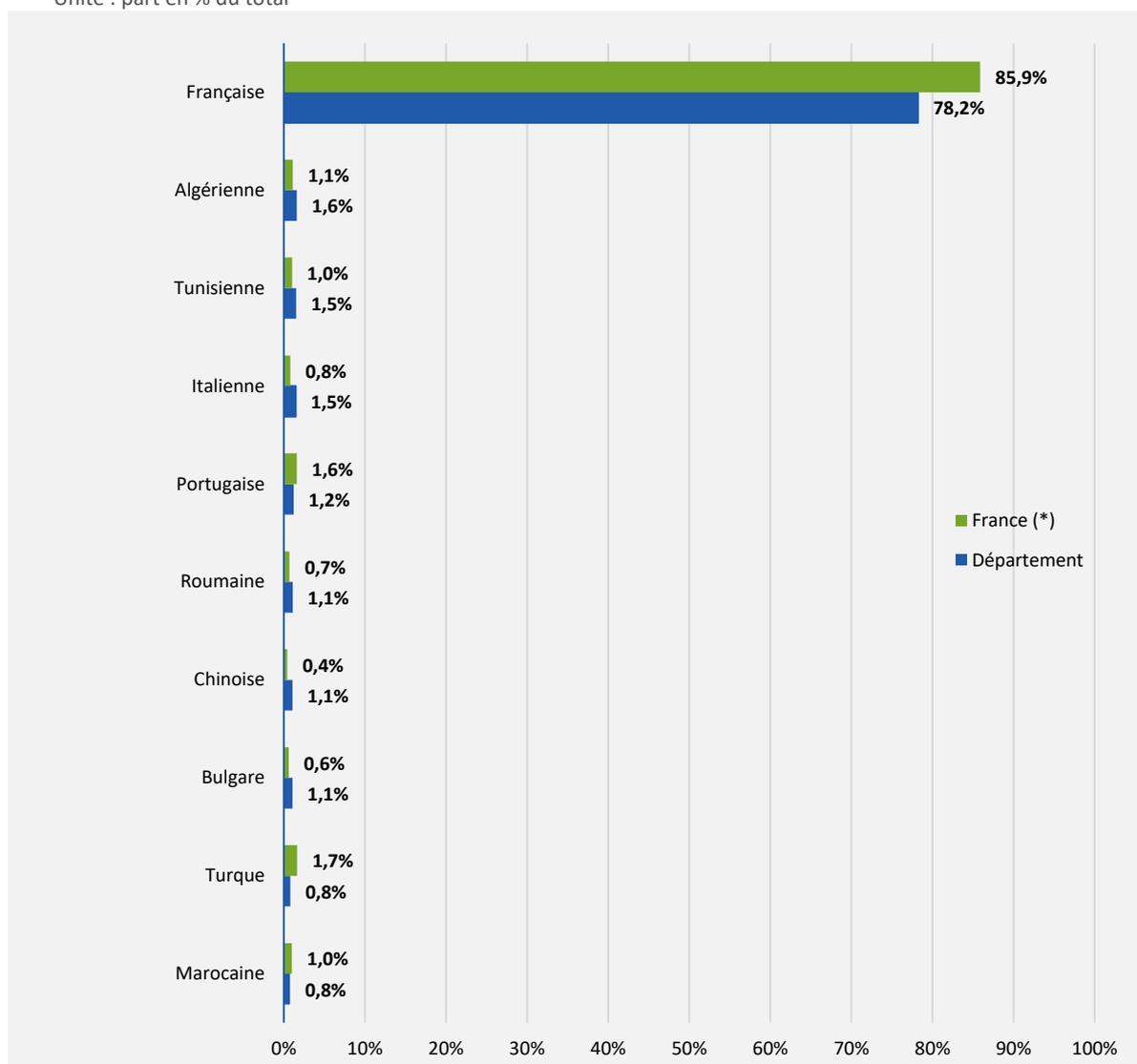


NB pour comparaison : répartition nationale (femmes : 47,4 ans ; hommes : 48,6 ans ; total : 48,4 ans)
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021

En 2021, près de 80% des entreprises visées par une ouverture de procédure collective à Paris étaient dirigées par une personne de nationalité française. La nationalité algérienne (1,6 %) et tunisienne (1,5 %) complétaient le podium.

■ **Top 10 des nationalités les plus représentées dans le département dans le cadre des ouvertures de procédures collectives et comparaison nationale (*)**

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2021